



Rapport final

Sommet social pour une croissance et des emplois équitables,
Göteborg, Suède, 17 novembre 2017

Les chefs d'État ou de gouvernement se sont réunis à Göteborg, le 17 novembre 2017, avec les institutions de l'UE, les partenaires sociaux, la société civile, des étudiants et d'éminents experts lors du sommet social pour une croissance et des emplois équitables, organisé par le gouvernement suédois et la Commission européenne.

Huit mois après les célébrations du 60e anniversaire des traités de Rome, le sommet a constitué une occasion extraordinaire, pour les dirigeants et les parties prenantes, de discuter de sujets qui touchent à la vie quotidienne des citoyens. En tant que tel, il a contribué à alimenter le débat sur l'avenir de l'UE, qui a été lancé lors du sommet de Bratislava et façonné par le livre blanc de la Commission européenne et les cinq documents de réflexion qui y ont fait suite, notamment celui consacré à la dimension sociale de l'Europe, présenté plus tôt cette année.

Le sommet social pour une croissance et des emplois équitables a porté son attention sur la manière de stimuler une croissance inclusive, de créer des emplois équitables et de promouvoir l'égalité des chances pour tous les hommes et toutes les femmes, en reconnaissant les défis communs et la richesse des expériences vécues à travers l'Europe. Les discussions se sont déroulées selon un schéma unique, ouvert et interactif, qui a permis d'entendre différents points de vue et de discuter de différentes solutions, tout en tenant compte des défis communs et des spécificités du contexte et des priorités nationales. Des diffusions en direct ont permis aux citoyens de toute l'Europe de suivre les débats en temps réel.

Le sommet a été l'occasion de réaffirmer une responsabilité commune face aux défis auxquels sont confrontés nos marchés du travail à tous les niveaux. Il a souligné que l'emploi et le progrès social se concrétisaient avant tout sur le terrain. La richesse des expériences partagées sera, pour les gouvernements et les parties prenantes, une source d'inspiration quant à la manière de concevoir et de mettre en œuvre des politiques à l'avenir. Pour répondre à la nécessité de promouvoir la convergence de nos économies et de nos sociétés, des efforts sont nécessaires à tous les niveaux, y compris de la part des partenaires sociaux. Tout en tenant compte de la diversité des traditions sociales à travers l'Europe, il convient de prendre des mesures supplémentaires pour améliorer l'accès au marché du travail, garantir des conditions d'emploi et de travail équitables et soutenir la transition professionnelle.

Lors du sommet, le socle européen des droits sociaux a été proclamé par la Commission européenne, le Parlement européen et le Conseil de l'Union européenne. Il reflète le partage des responsabilités et la nécessité d'efforts communs de la part de tous les niveaux de pouvoir, des partenaires sociaux et de la société civile pour parvenir à une Europe sociale forte. Ce socle est un ensemble de principes et de droits essentiels pour

doter l'Europe du 21^e siècle de marchés du travail et de systèmes de protection sociale qui soient équitables et qui fonctionnent bien. Avant le sommet, les partenaires sociaux à l'échelle de l'UE ont adopté une déclaration commune précisant la manière dont ils peuvent contribuer à la création d'emplois et à une croissance équitables à l'avenir.

À la lumière des conclusions du Conseil européen de décembre, et dans le cadre du débat général sur l'avenir de l'Europe, les discussions ont fait apparaître une large communauté de vue sur la nécessité, pour l'Europe, de se doter d'une dimension sociale forte et concrète. Pour les années à venir, le développement, tant économique que social, revêtira une importance essentielle.

Le sommet a rappelé la nécessité d'accorder la priorité à la dimension humaine en déployant des efforts conjoints à tous les niveaux et de continuer à développer la dimension sociale de l'Union en s'appuyant sur un engagement commun et des compétences solides. Il convient, dans un premier temps, de donner une impulsion aux actions suivantes:

- mise en œuvre des principes et des droits énoncés dans le socle européen des droits sociaux, notamment au moyen du Semestre européen pour la coordination des politiques et des programmes nationaux de réforme des États membres pour 2018;*
- facilitation d'un dialogue social efficace à tous les niveaux, notamment du «nouveau départ pour le dialogue social» au niveau de l'UE;*
- avancées rapides sur les dossiers sociaux au niveau de l'UE, notamment le détachement de travailleurs, la coordination des systèmes de sécurité sociale, l'équilibre entre vie professionnelle et vie privée et l'acte législatif européen sur l'accessibilité, et disposition à examiner rapidement les futures initiatives annoncées par la Commission dans son programme de travail pour 2018;*
- mesures faisant suite aux priorités du plan d'action 2018-2019 visant à éliminer l'écart de rémunération entre les hommes et les femmes; et*
- poursuite de la mise en œuvre de la nouvelle stratégie en matière de compétences en Europe, en mettant en particulier l'accent, en 2018, sur la mise en œuvre de la recommandation du Conseil relative à des parcours de renforcement des compétences pour les personnes présentant les plus grands besoins sur le plan des compétences.*

Placer les citoyens au centre de nos préoccupations est une responsabilité commune

La crise économique a laissé des traces dans la vie des citoyens et, plus globalement, dans nos sociétés. Ses conséquences sur le marché du travail et dans le domaine social varient considérablement d'un pays à l'autre ainsi qu'au sein de chaque pays. Les inégalités de revenus persistent, tout comme les disparités entre hommes et femmes en matière d'emploi et les difficultés pour les travailleurs âgés, les migrants et les personnes handicapées. Tous les États membres traversent actuellement une période de changements rapides et profonds due à des mutations démographiques et sociétales. Par ailleurs, la mondialisation, les évolutions technologiques et la transition numérique modifient notre manière de vivre et de travailler ensemble, créant de nouvelles opportunités mais aussi de nouveaux défis.

Il ressort des discussions que ce qui nous unit est la nécessité de veiller à ce que les citoyens et les entreprises soient bien préparés pour l'avenir et d'adapter nos modèles sociaux aux défis d'aujourd'hui et de demain. Les participants au sommet ont reconnu qu'il nous faut agir ensemble et profiter de la reprise actuelle de l'économie européenne et de la baisse du chômage pour construire une Europe plus inclusive, plus prospère et plus sociale pour nos citoyens, en donnant la priorité à une croissance et à des emplois équitables. Ils ont également souligné les bienfaits d'un dialogue social efficace et l'importance que revêt celui-ci pour une croissance et des emplois équitables, tout comme la nécessité de parler avec les parties prenantes, et pas seulement des parties prenantes. Le point de vue de la jeunesse a été évoqué par de nombreux intervenants aux discussions. Le rôle important joué par le Comité économique et social européen et le Comité des régions a été mentionné, de même que la contribution décisive des organisations internationales telles que l'Organisation internationale du travail et le Conseil de l'Europe.

Nous devons augmenter le taux d'emploi des hommes et des femmes, en garantissant un accès simplifié au marché du travail

3.

Pour améliorer l'accès aux marchés européens du travail, il convient de relever des défis majeurs tels qu'une meilleure conciliation de la vie professionnelle et de la vie privée, un soutien aux catégories défavorisées

et une réduction des obstacles à la création d'emplois. Avec la mondialisation, les progrès technologiques et l'évolution démographique, plus les compétences des travailleurs seront nombreuses et élevées, meilleures seront leurs capacités d'insertion professionnelle. Il est donc essentiel de mettre l'accent sur les personnes peu qualifiées, qui se heurtent aux difficultés les plus graves. Il importe de redoubler d'efforts pour doter les jeunes des compétences requises et de promouvoir ainsi la croissance inclusive et l'égalité des chances.

Les participants au sommet ont échangé des pratiques intéressantes, notamment sur les moyens de renforcer la participation des femmes au marché du travail, de faciliter l'entrée des jeunes, des nouveaux arrivants et des groupes vulnérables sur celui-ci et de tirer le meilleur parti de l'expérience des personnes âgées. Les débats ont également porté sur les réformes structurelles et sociales à mener pour atteindre l'égalité des chances, sur l'accroissement de la mobilité, l'apprentissage tout au long de la vie, la formation professionnelle et les contrats d'apprentissage, ainsi que sur la fourniture de services de garde gratuits pour les enfants et les initiatives visant à accélérer l'intégration des immigrants. La contribution des PME et des indépendants à la croissance économique de l'Europe a été mise en évidence. Il a été reconnu que les compétences entrepreneuriales et non techniques étaient souvent acquises en dehors des structures de l'enseignement formel.

Outre la garantie pour la jeunesse, plusieurs initiatives lancées au niveau de l'UE dans le cadre de la nouvelle stratégie en matière de compétences ont été mentionnées, notamment la recommandation du Conseil relative à des parcours de renforcement des compétences et le projet pour la modernisation de l'enseignement et de la formation.

Il importe de garantir des emplois équitables et de bonnes conditions de travail

Il importe de garantir des emplois de qualité et des conditions de travail équitables pour tous les travailleurs, quelle que soit leur relation de travail. Les nouvelles formes de travail et la nécessité d'offrir flexibilité et sécurité tant aux travailleurs qu'aux entreprises créent de nouveaux défis. Nous devons aussi nous pencher sur les répercussions en matière de productivité et de salaires, de conditions de travail, de santé et de sécurité au travail, ainsi que d'accès aux régimes de prévoyance et de sécurité sociale. Il convient d'accorder une attention particulière aux écarts persistants entre hommes et femmes dans les domaines de l'emploi, des conditions de travail, des perspectives de carrière, des rémunérations et des retraites. Les conséquences du

vieillesse de la population et de l'automatisation/de la transition numérique ont également été abordées.

Lors des débats, différentes pratiques ont été évoquées, allant du partage du congé parental à une protection sociale adéquate pour tous les types de contrats, en passant par des mesures garantissant la santé et la sécurité au travail, ainsi que les droits des travailleurs de demander des formules de travail flexibles. De nombreux intervenants ont souligné le rôle important joué par les partenaires sociaux dans la recherche de moyens pour relever les défis en matière d'emplois équitables et de bonnes conditions de travail. Un dialogue efficace peut, par exemple, être un outil précieux pour trouver des solutions en matière de flexibilité et de sécurité tant pour les travailleurs que pour les entreprises.

Parmi les initiatives en cours à l'échelon de l'UE figurent la modernisation du cadre législatif dans le domaine de la santé et de la sécurité au travail, la révision de la directive relative à la déclaration écrite et une initiative sur l'amélioration de l'accès à la protection sociale.

Nous devons investir dans le capital humain pour faciliter la transition d'un emploi à l'autre

Les efforts en cours en vue de faciliter la transition d'un emploi à l'autre doivent être poursuivis. Sont notamment concernées la reconversion et le renforcement des compétences, la préservation des droits à la protection sociale tout au long de la vie, mais aussi les services publics de l'emploi et le soutien à l'activation, afin de contribuer à l'adaptation à la rapidité des ajustements économiques ainsi qu'à l'allongement et à la plus grande variété des carrières. Les transitions entre l'école et le monde du travail et entre un congé parental et le retour au travail constituent des étapes importantes et difficiles.

Nous avons assisté à un échange de pratiques notables dans des domaines où la numérisation et l'automatisation avaient créé de nouvelles conditions et de nouveaux défis pour la compétitivité mondiale de l'UE. L'enseignement et la formation professionnels et l'accès à une éducation tout au long de la vie axée sur de nouvelles compétences qui suivent le rythme des évolutions technologiques et facilitent la transition d'un emploi à l'autre ont été mis en exergue. Le rôle des partenaires sociaux a été jugé particulièrement important à cet égard. Des investissements sont nécessaires, et tant les fonds nationaux que ceux de l'UE ont été mentionnés. Une coopération

étroite avec les universités et les partenaires sociaux a également été jugée importante. Un consensus s'est dégagé autour de la nécessité de protéger et de préserver le modèle social de l'UE et d'éviter un nivellement par le bas, tant au sein de l'Union que sur le marché mondial. La protection des travailleurs, et non la protection du travail, a été considérée comme l'élément clé.

Plusieurs initiatives au niveau de l'UE portent sur la mobilité équitable, notamment la révision des règles relatives au détachement de travailleurs et à la coordination de la sécurité sociale, ainsi que la proposition visant à créer une autorité européenne du travail.

Suites à donner

Le Conseil européen de décembre assurera le suivi du sommet de Göteborg, en se penchant sur la dimension sociale du débat sur l'avenir de l'UE.

En tant que co-organisatrice du sommet social pour une croissance et des emplois équitables, la Commission européenne continuera à jouer son rôle dans le suivi du débat. Le Semestre européen de coordination des politiques devrait constituer le cadre principal permettant de faire avancer les débats sur la dimension sociale. La Commission européenne transmettra ses priorités dans le cadre du Semestre européen, qui débute avec l'examen annuel de la croissance 2018.

Le sommet a été le théâtre de la proclamation conjointe du socle européen des droits sociaux par le Parlement européen, le Conseil et la Commission européenne. Cette proclamation a envoyé un message fort d'unité et de volonté politique. Le socle européen des droits sociaux expose 20 principes proches de la vie quotidienne des citoyens européens et réaffirme l'attachement aux valeurs communes. L'attention doit à présent se déplacer sur la mise en œuvre de ces principes et de ces droits, afin qu'ils deviennent une réalité pour tous les hommes et toutes les femmes. Il s'agit d'une tâche conjointe, qui nécessite un effort de collaboration de la part des institutions de l'UE et des États membres, des partenaires sociaux et de la société civile.

Le sommet social a constitué un premier jalon du débat sur l'avenir de l'Europe et du chemin menant à la réunion des dirigeants de l'UE qui se tiendra à Sibiu le 9 mai 2019. Les co-organisateur espèrent que les présidences estonienne, bulgare et autrichienne poursuivront les efforts concernant la dimension sociale de l'Europe dans le cadre du programme de dix-huit mois du Conseil (juillet 2017 – décembre 2018) et que le Parlement continuera à œuvrer dans ce domaine dans la perspective des élections européennes du printemps 2019.



Let's talk about it
#SocialSummit17

www.socialsummit17.se